

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET  
D'ETUDES STRATEGIQUES**

*Revue*  
*Intelligence Stratégique*

**Vol. 008, Numéro 022, Juillet-Décembre 2025**

**E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X**

**<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>**



**Siège social** : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République  
Démocratique du Congo.

**Téléphone** : +243 82 006 1696 ; 81 86 19 121; 89 7175 074

**E-mail** : [felly.lukunga@revue-is.org](mailto:felly.lukunga@revue-is.org), [article@revue-is.org](mailto:article@revue-is.org), [info@revue-is.org](mailto:info@revue-is.org) ;

Internet : [www.revue-is.org](http://www.revue-is.org) ; [www.irges.org](http://www.irges.org)

**Europe** : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de  
Commerce Suisse-RD Congo, [info@ccsc.ch](mailto:info@ccsc.ch)



Revue Intelligence Stratégique  
Journal des publications scientifiques  
Volume 8, numéro 22  
Juillet-Décembre 2025  
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488  
<https://doi.org/10.62912/RUSL3334>  
[www.revue-is.org](http://www.revue-is.org)

---

## MYTHE EVOCATEUR DU DESTIN DU CONGO COMME NATION LIBRE ET SOUVERAINE

---

**Aristote NGARIME MABAGO**

Chef de Travaux et Doctorant en Relations Internationales à l'Université Pédagogique Nationale  
(UPN)/Kinshasa-RDC

### RESUME

*L'indépendance nationale de la République Démocratique du Congo (RDC), proclamée le 30 juin 1960, ne saurait être appréhendée comme une simple problématique ethnique, ni comme une évolution d'un état de dépendance envers les grandes entreprises minières vers un statut de clientèle économique. Elle incarnait, au contraire, l'accession du pays à un statut de clientèle économique. Elle symbolisait, au contraire, l'accession du pays à un statut de puissance internationale, en accord avec les principes régissant les relations internationales, en particulier ceux énoncés à l'article 2 de la Charte des Nations Unies. Ces principes établissent les relations entre la RDC et son ancienne métropole sur la base de l'égalité souveraine et du respect de la non-ingérence dans les affaires intérieures. L'État congolais, dont les ressources ont subi une exploitation intensive, se révèle actuellement affaibli face aux exigences des acteurs internationaux. La présente étude souligne la nécessité d'établir les fondements d'une politique étrangère autonome, apte à se soustraire à l'influence des puissances occidentales et orientales.*

**Mots-clés** : *mythe évocateur, destin du Congo, liberté, souveraineté.*

### ABSTRACT

*The national independence of the Democratic Republic of Congo (DRC), proclaimed on June 30, 1960, cannot be understood as a simple ethnic issue, nor as an evolution from a state of dependence on large mining companies to a status of economic clientele. On the contrary, it embodied the country's accession to the status of economic clientele. It symbolized the country's accession to the status of*

*an international power, in accordance with the principles governing international relations, in particular those set out in Article 2 of the United Nations Charter. These principles establish relations between the DRC and its former colonial power on the basis of sovereign equality and respect for non-interference in internal affairs. The Congolese state, whose resources have been intensively exploited, is currently weakened in the face of demands from international actors. This study highlights the need to lay the foundations for an autonomous foreign policy capable of escaping the influence of Western and Eastern powers.*

**Keywords :** *evocative myth, destiny of the Congo, freedom, sovereignty.*

## INTRODUCTION

À l'issue de la conférence dite de Berlin de 1885, l'Afrique a été partagée entre les puissances. De ce partage, le Grand Congo est passé sous la gestion personnelle de Léopold Ier, roi des Belges.

Afin d'éviter les conflits entre les puissances signataires de l'Acte de Berlin, lesquels risquaient de lui faire perdre cet immense territoire, Léopold Ier accepta d'internationaliser "son Congo" en permettant l'exploitation de ce dernier par toutes ces puissances. Dès lors, le Congo devenait un territoire dit international où chaque puissance avait un mot à dire sur sa gestion.

Malgré son accession à l'indépendance le jeudi 30 juin 1960, le Congo reste encore, pour ces puissances, un territoire international où se jouent tous les jeux. Les enjeux d'assujettissement et d'exploitation illégale des ressources naturelles y restent intacts comme ce fut le cas en 1885.

Devant cette réalité, le Congo est donc condamné à subir toutes sortes d'atrocités, pourvu que les puissances maintiennent leur statut de dominateurs. Ces puissances érigent à cet effet une espèce de barrière qui empêche le décollage de ce pays comme État réellement libre, souverain et capable de prendre son élan de développement. Raison pour laquelle la déstabilisation du Congo-Kinshasa commença dès son accession à l'indépendance avec le déclenchement de la mutinerie de la Force Publique, des sécessions, des rebellions... Les mêmes stratégies d'hier sont de stricte application aujourd'hui et visent à jeter dans la nature l'élan de développement, l'exposant au sous-développement chaque jour qui passe.

Ainsi, les concepts de nation libre et souveraine "apparaissent comme un mythe, une utopie, une illusion plutôt que comme un projet capable d'être réalisé, le Congo-Kinshasa étant un pays qui fait peur et qui doit être empêché de ne pas pouvoir se construire comme un État fort, capable de jouer son rôle de locomotive sur le plan régional, continental et international, ses ressources sont sévèrement exploitées par l'humanité affairiste, au regard naïf des dirigeants. Il faut dès lors créer les balises pour une politique étrangère supposément autonome de puissances occidentales et orientales. Le gouvernement congolais devra chercher plus ou moins une détente avec la Belgique. Cette détente mélangera coopération, adaptation et accommodement. Congédier les virages et les virevoltes rhétoriques radicales en politique étrangère. Selon le néoréalisme structurel, l'anarchie du système international pousse les Etats à améliorer leur sécurité par une meilleure capacité militaire ou par le régime d'alliances, voire les deux à la fois.<sup>1</sup>

Peut-être que la victoire de la diplomatie congolaise face à la Belgique tiendra à sa capacité de jouer sur d'autres ressources que celle de nature militaire dans la solution des crises. L'instrument armé n'a fait ses preuves nulle part dans ce contexte de recolonisation dans lequel se trouve le Congo : la faiblesse de la Belgique tient peut-être à ce qu'elle est trop intimement liée à l'usage systématique de la panacée militaire.

Cette étude se propose de donner quelques pistes de solution capables de permettre au Congo de se remettre au rang des Etats libres et souverains, et donc capables de prendre sa destin en main nonobstant les obstacles, qui certes, ne manqueront pas de la part de ses détracteurs.

## **I. ROLE DE LA RDC SUR L'ECHIQUIER REGIONAL ET INTERNATIONAL**

Force est d'admettre que la RDC, longtemps qualifiée de ventre mou de la géopolitique des Grands-Lacs et de nain géopolitique, doit s'adapter et se transformer afin d'être en mesure de jouer un rôle accru et efficace dans la région. Mais, le système international est lui aussi en pleine mutation. Certes, il s'agit d'un système international constitué d'Etats de plus en plus interdépendants, mais aussi de régions qui polarisent les relations internationales.

---

<sup>1</sup> KENNETH N.W., *Theory of international Politics*, Addison-Wesley, Reading, 1979, p. 66.

A cet égard, l'Etat congolais doit développer diverses initiatives en matière de politique étrangère et économique pour consolider le pôle sous-régional de sécurité et de défense, faisant du Congo un acteur clé des relations internationales africaines, à l'aube d'un monde multipolaire.

Dans cette section, nous survolerons d'abord les principaux jalons de la mise en place d'un Congo restructuré afin de saisir le contexte dans lequel émergeront sa politique étrangère et sa vision de puissance. Puis, nous cernerons les défis auxquels il est confronté, pour prendre la mesure du chemin à parcourir sur la voie de la modernité politique et économique. Enfin, nous mettrons en lumière les possibilités d'émergence du champ géopolitique de sécurité et de défense sur lequel se structurera et se renforcera la RDC comme pôle régional stratégique dans la sécurité des Grands Lacs africains.

## **II. LA RD CONGO DU RENOUVEAU GEOPOLITIQUE : UN VERITABLE PARCOURS DU COMBATTANT**

Depuis la fin de la Guerre Froide, le Congo a perdu son importance géopolitique et n'est plus perçu par ses voisins et d'autres partenaires comme un pôle régional qui compte dans les Grands-Lacs. Or, pour déclencher le processus du renouveau géopolitique, il faudra tout d'abord donner à l'Etat congolais une plus grande visibilité diplomatique et économique.

Ensuite, il faut penser à comment personnifier géopolitiquement le Congo sur la scène internationale, afin de lui permettre de jouer un rôle non négligeable de porte-étendard de l'émergence de l'Afrique des Grands, de médiateur, de facilitateur et de détenir un certain degré d'autonomie. En effet, il faudra façonner la stature internationale de ce puissant pays au regard de sa vocation géopolitique et de ses ambitions diplomatiques potentielles.

Restructurer les bases géopolitiques et diplomatiques du Congo, c'est rendre possible l'entrée de ce pays comme un nouvel acteur sur l'échiquier régional et sous-régional. C'est ainsi qu'il profitera des organisations régionales dont il fait partie pour défendre ses positions en Afrique des Grands-Lacs et rayonner sur l'échiquier continental.

Agir ainsi est tout ce que le monde et l'Afrique attendent de la RDC : concilier ses divers atouts géopolitiques pour émerger comme une nation puissante, mieux organisée et personnalisée à l'échelle africaine. Par ailleurs, pour que le Congo

redevienne un acteur viable et stratégique, l'idée d'élaborer une politique étrangère volontariste et réaliste afin de développer une culture stratégique, à tout le moins avoir une vision nette des menaces et surtout des moyens pour y faire face, s'avère indispensable, voire pressante.

Jouer un rôle auprès des organisations internationales telles que l'ONU et l'OIF, peser sur leurs politiques, avoir accès aux débats géopolitiques mondial et régional et surtout, répondre à la demande croissante d'expertise de l'élaboration à la mise en œuvre de leurs initiatives, tels sont les défis du Congo de renouveau.

Ces défis sont des défis posés par la mondialisation. Toutefois, à cette nouvelle ère planétaire, les mutations du système international ne sont pas moins une rude épreuve à la survie des Etats à qui il incombe, selon Mayer<sup>2</sup>, de savoir restaurer leur dignité et leur aptitude à entraîner peuples et nations, dans le monde planétaire, parce que ses garants légitimes.

Le jeu des nations reste invariable : « richesse et bien-être peuvent être à la fois des fins et des moyens pour atteindre un statut plus important, une sécurité et une autonomie accrue sur la scène mondiale, buts très anciens que les Etats de longue date n'ont jamais abandonnés et que les nouveaux poursuivent avec ardeur.

Autrefois, lorsque la politique intérieure ne se confondait pas avec la politique extérieure, les nations luttaient parce que les Hommes d'Etat visaient des enjeux qu'ils ne pouvaient tous remporter simultanément. Aujourd'hui, par contre, la dynamique politique interne impose des enjeux bien plus nombreux qui ne peuvent être gagnés dans l'immédiat par tous les joueurs ».

Nous comprenons par-là que Hoffmann a raison lorsqu'il avoue la remise en question de la profondeur et de la validité des analyses classiques et soutient que le jeu international d'aujourd'hui doit s'efforcer à la fois d'éviter des crises, et de résoudre des problèmes que le jeu traditionnel ne peut qu'intensifier, ou, au mieux, réprimer.

Dans un tel monde, face à des Etats comme le Rwanda, l'Ouganda et l'Afrique du Sud qui œuvrent avec comme seul objectif géopolitique de contrôler les ambitions de puissance et de redressement du leadership régional congolais,

---

<sup>2</sup> MAYER P., *Le monde rompu*, Fayard, Paris, 1976, p. 176.

l'Etat congolais doit augmenter sa capacité de défense et de sécurité et obliger ses potentiels agresseurs à lui reconnaître et à lui garantir son existence, et à restreindre la capacité de nuisance de ces derniers. C'est à ce jeu que doit se livrer le Congo. C'est à ce prix que revient son renouveau diplomatique et géopolitique, sans lequel il sera condamné à jamais à leur merci.

### **III. AFRIQUE CENTRALE FACE A UN CONGO RESURGENT**

De par sa situation géopolitique, l'Afrique centrale s'est retrouvée à travers son histoire soit à la croisée des chemins entre les parties Est et Ouest du continent africain, soit dans le rôle d'une région condamnée à être un « cordon d'une ou de l'autre partie », selon les résultats des conflits entre les Etats en lice. La fin de la Guerre Froide et l'implosion du régime du Maréchal Mobutu ont précipité la décomposition de l'ordre géopolitique régional.

Or, en deux décennies, la fragilité de la RDC devient évidente : d'une part, la démocratisation du Congo échoue et le dispositif diplomatique et sécuritaire de ce pays s'avère inadéquat. C'est ainsi que l'Afrique centrale, et surtout la sous-région des Grands-Lacs, devient victime non seulement de l'instabilité de la RDC, mais aussi de la vision totalitariste et agressive du Rwanda post-génocide.

Mais évoquer les scénarios de la résurgence géopolitique du Congo, c'est penser à faire de l'Afrique centrale pas simplement la zone d'influence congolaise, mais aussi à bâtir une démocratie et un régime politique capable d'assurer aux Etats de la région un développement économique et social durable et de faire de l'Afrique centrale une région de paix et de sécurité.

La géopolitique, tout comme la politique, consiste avant tout à répertorier les réalités sociétales. L'on ne réglera pas la question du chaos congolais sans une claire prise de conscience de ces réalités. Or, qu'on le veuille ou non, la réalité congolaise numéro un, c'est l'héritage de la colonisation. On peut toujours rêver d'un retour au statu quo, comme les réformateurs chrétiens rêvaient de revenir à la « primitive église » : tout cela n'est que foutaises, confrontés que sont les Belges à un Etat de plus de 80 millions d'habitants, ce qui n'était pas le cas du temps de la colonisation belge.

Oui, la colonisation a été cruelle. Oui, l'âme congolaise a été piétinée. Oui, la Belgique s'est imposée par le pillage et la violence. C'est pourquoi l'Etat congolais est né beaucoup plus faible que le Congo-Belge, obligé dans ce nouveau contexte

mondial à repenser son rôle non seulement en politique internationale, mais aussi vis-à-vis des Etats voisins et importants dans son périmètre stratégique qui lui tournent le dos de façon on ne peut plus claire et nette. Le Congo est tiraillé entre un destin géopolitique qu'il n'a jamais cessé de revendiquer mais qui se dérobe, et les possibilités que lui ouvre la globalisation. La RDC doit définir son identité et son intérêt national dans un espace et un équilibre géopolitique inédit ; il lui faut y trouver les moyens d'un Congo nouveau de paix et d'une nouvelle puissance régionale.

Est-ce que le Congo garde encore la volonté et le potentiel, de retrouver un rôle prépondérant en politique régionale ? Les Etats d'Afrique centrale et des Grands-Lacs sont-ils conscients ? Aucun Etat de la région n'a oublié le passé récent de l'Etat congolais. Comment ces Etats, y compris la Belgique, vont-ils réagir face à un probable nouveau redressement du leadership régional de la RDC et que signifierait-il non seulement pour leur avenir, mais aussi pour la politique régionale ? Il y a lieu de se demander d'emblée quels sont les facteurs issus de la nouvelle situation politique et géopolitique en Afrique des Grands-Lacs après la chute du régime de Mobutu. Ont-ils influencé et continuent-ils d'influencer les relations entre le Congo et la Belgique ?

Du côté congolais, les gouvernants et l'élite politique de ce pays n'ont jamais été profondément marqués par les impératifs de la transformation qu'il a endurée et continue de subir, ainsi que par les défis et les opportunités offertes à la RDC par la mondialisation.

Pour les Etats comme le Rwanda, l'Angola et l'Ouganda, par contre, c'est un facteur tout à fait différent qui influence ces relations. Avec la décomposition et la décadence du leadership congolais sur le plan régional, ils ont réussi à opérer une réorientation diplomatique et stratégique. En effet, depuis les années 70, ils manœuvraient faiblement et n'étaient pas en mesure de réagir à l'expérience de l'imposition des diktats du Zaïre de Mobutu. Ils étaient très dépendants de la puissance diplomatique et militaire du Congo : ils se tournent aujourd'hui complètement vers les puissances anglo-saxonnes pour assurer la transformation de leurs économies et de leurs systèmes politiques.

Le besoin de ce virage venait, de plus, de la nécessité d'assurer la sécurité de leurs pays, estimant, à raison, que l'implosion du leadership régional congolais, ainsi que sa faillite, dont le rayonnement était aussi le produit de l'attachement du



régime Mobutu aux priorités géopolitiques des Etats-Unis d'Amérique dans la région, avaient créé un « vide de sécurité » en Afrique centrale qu'aucun Etat, jusqu'à ce jour, n'arrive à combler.

C'est ainsi que, dans un premier temps, les relations entre les Etats d'Afrique et la RDC étaient et sont encore influencées par la faiblesse économique et politique de la RDC qui a cherché, sous la direction de Joseph Kabila, à opérer la transformation imposée par le retrait du Congo dans la course pour le leadership régional.

Les défis internes auxquels le Congo nouveau fait face sont d'une telle ampleur qu'ils imposent non seulement un désengagement dans les Grands-Lacs, malgré l'important rôle géopolitique joué par le Congo du temps de la Guerre Froide, mais aussi une stratégie de politique étrangère qui mettait le Congo au centre des préoccupations de puissances occidentales en Afrique centrale, car le rayonnement diplomatique et stratégique du régime de Maréchal Mobutu s'inscrivait dans la stratégie anglo-saxonne de puissances relais<sup>3</sup>.

Mais, aujourd'hui, pour réussir, le Congo nouveau doit s'engager dans une politique de coopération, pour réformer son économie et revendiquer de nouveaux rôles géopolitiques et géostratégiques dans la région. En vérité, la RDC n'a pas d'autre choix que de reconnaître la prépondérance politique de la Belgique. Pour cette raison, même si le gouvernement congolais actuel l'accepte mal, il ne peut pas s'opposer à la Belgique, et sortir tête haute dans ce duel.

Le gouvernement congolais n'est pas en mesure aujourd'hui de jouer la carte d'ennemi et d'adversité avec la Belgique. C'est une stratégie qui se révélera contre-productive, car il a, à ses côtés, le Rwanda et l'Angola qui acceptent toutes les conditions qui leur sont imposées par les maîtres du monde. Il faut toutefois penser à des nouvelles relations avec la Belgique. Il ne faut pas développer une ligne de politique étrangère antibelge, ni une nouvelle forme d'endiguement de la Belgique dans les questions de politiques internes en RDC.<sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> KASONGO N. K, *L'Afrique se recolonise. Une relecture du demi-siècle de l'indépendance du Congo-Kinshasa*, L'Harmattan, Paris, 2008.

<sup>4</sup> PEAN P., *Carnages: Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Fayard, Paris, 2010, p. 266.

La Belgique et le Congo doivent éliminer les vestiges de l'époque de la confrontation et d'adversité contreproductive, et accroître la confiance mutuelle et la coopération. C'est la meilleure voie à suivre pour construire un Congo stable, pacifique et sans division, une sous-région des Grands-Lacs entière libre, au profit de tous les Etats membres. Est-ce que les prochaines élections de 2028 ? Amèneront à la tête du Congo un Président qui ne tardera pas à affirmer sa volonté ferme d'assurer la résurgence de la RDC sur la scène internationale et de le faire en modernisant et développant son économie ? Le défi est de taille tant sur le plan interne que sur le plan externe.

Ce n'est qu'à ce prix que le futur occupant du Palais de la Nation procédera pour accélérer le processus de l'émergence de la RDC comme un joueur indépendant et imprévisible dans les affaires internationales. Les ressources minières et bien d'autres richesses que regorgent le sol et le sous-sol congolais sont des outils précieux avec lesquels les dirigeants congolais pourront faire valoir, en Afrique centrale, les intérêts vitaux de la RDC.

#### **IV. RD CONGO AU CŒUR DES NOUVEAUX ENJEUX STRATEGIQUES ET DIPLOMATIQUES**

Le monde change, il évolue et les Etats avec de réelles vocations géopolitiques révisent de manière constante leur vision diplomatique et stratégique pour être en phase avec l'ordre mondial actuel. Pour situer le Congo dans ce nouveau contexte mondial, il est important de faire le survol des mutations géopolitiques dans le monde depuis 1945, afin d'analyser de nouveaux enjeux politiques auxquels fait face la RDC suite aux mutations du capitalisme provoquées par la révolution numérique couplée à la transition énergétique.

Colonie mondiale avant la mondialisation néolibérale, le Congo ne pouvait se construire une conscience historique et nationale, lesquelles mettraient en insécurité l'exploitation coloniale. Plusieurs hypothèses confortent l'inhumanité des gouvernants belges et leur capacité infinie de nuisance, faute d'une histoire subie transformée en histoire voulue !

Voici, en effet, ce que Trotski disait des Belges, les ex-colonisateurs, du Congo stigmatisant la dimension mercantiliste de l'impérialisme belge : « Les Belges sont l'archétype d'un peuple totalement commercialisé, d'un peuple digne, industriel, stable certes, mais d'une nation qui a renoncé à toutes les visions,

tous les rêves, à tous les idéaux nationaux ; d'un peuple dont l'ambition presque universelle est devenue la richesse et le confort individuels. » En politique, ils ne sont plus ni nationalistes ni internationalistes : ils sont belgifiés »<sup>5</sup>. Pour les penseurs congolais, l'hypothèse trotskienne met en exergue un aspect crucial de la colonisation belge du Congo : l'holocauste.

Dans cette nouvelle configuration géopolitique, le penseur français Jacques Attali, dans son ouvrage intitulé : « Vivement après-demain, 15 ans pour sortir de l'impasse », et l'Américain Henry Kissinger, dans son ouvrage sur l'Ordre du monde, estiment que celui-ci aurait grand besoin d'un nouvel ordre mondial, à défaut de quoi le chaos géopolitique menace de s'installer. Les bénéficiaires d'un tel ordre sont la promotion du libre-échange, un système financier international stable, un mécanisme de résolution pacifique des litiges internationaux et des règles limitant l'ampleur des guerres lorsqu'elles surviennent.

Henry Kissinger est allé jusqu'à proposer le partage du monde entre les anciennes et les émergentes puissances. Comment le Congo se positionne-t-il dans ce nouvel ordre mondial ? Quelle est la version congolaise du nouvel ordre mondial ? Dommage que la politique étrangère congolaise peine à construire un nouveau type de relations internationales, des liens d'indépendance, d'interdépendance et d'un Congo maître de son destin.

Un nouveau type de relations internationales signifie que les pays doivent maintenir le respect mutuel<sup>6</sup>, mais un style propre et une ambition géopolitique différente des autres Etats. Le géopolitologue français, Jean-Louis Beffa, dans son essai sur « Les clés de la puissance », analyse autrement cette nouvelle configuration du monde. Il voit un monde à la puissance maîtrisée, dominé par le duo américain et chinois. La géopolitique de la domination a ainsi laissé la place à une géopolitique de la coexistence entre Etats, dont la puissance est proportionnelle à leur importance économique et à leur poids démographique.

Cependant, dans cette nouvelle configuration du monde, l'Afrique reste la banlieue des puissances, où les anciennes et les émergentes s'affrontent pour le contrôle des matières premières. Produit d'une confrontation entre grandes

---

<sup>5</sup> Troski cité par WILLAME J.C., Zaire. *L'épopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle*, L'Harmattan, Paris, 1986, p. 208.

<sup>6</sup> De SENARCLENS P., *Mondialisation, Souveraineté et Théories des relations internationales*, Armand Colin, Paris, 1998, p. 23.

puissances occidentales à la conférence de Berlin en 1885, la RDC fait face aujourd'hui aux nouveaux enjeux géopolitiques entre les puissances occidentales et les puissances émergentes, avec la Chine en tête.

A l'époque, en 1885, l'Etat Indépendant du Congo, créé sous le label de la liberté de commerce et de navigation dans l'espace du bassin du fleuve Congo en Afrique centrale, était un produit de la Révolution industrielle commencée en Europe au XVIIIème siècle. Et les grandes entreprises multinationales furent au centre de la création de ce nouvel Etat considéré par certains historiens comme une colonie internationale.

Avec la nouvelle révolution numérique, couplée de la transition énergétique, la RDC se trouve de nouveau au centre de nouveaux enjeux géopolitiques entre les anciennes puissances et les émergentes. Sa position géographique au cœur de l'Afrique, ainsi que la présence de son eau douce, de sa forêt et de ses minerais stratégiques y sont pour quelque chose. La position géographique au cœur de l'Afrique lui confère une position géopolitique convoitée par les puissances émergentes et occidentales.

Du côté des puissances émergentes, « la Chine est prête à œuvrer ensemble avec la RDC, en mettant en valeur sa position géographique privilégiée : au cœur de l'Afrique, afin de construire un couloir fluide pour l'extension de la « ceinture et route » vers l'Afrique centrale et occidentale »<sup>7</sup>.

C'est à ce niveau de concurrence entre les puissances occidentales et les puissances émergentes comme la Chine qu'il faut placer la guerre hybride. Avec la mise en place des nouvelles routes de la soie (Initiative une ceinture et une route) proposées par la Chine, les Etats-Unis et l'Union Européenne répondent par les guerres hybrides. La guerre hybride est un conflit lié à des menaces intérieures ou extérieures d'un pays, où plusieurs types d'hostilités sont utilisés simultanément : des forces militaires conventionnelles, une tactique de forces militaires irrégulières, ainsi que des activités illégitimes visant à déstabiliser la situation pour, justement, empêcher la Chine de mettre sur pied ses intentions d'aider les Etats africains à sortir du gouffre occidental.

---

<sup>7</sup> Interview accordée au Journal le potentiel par l'Ambassadeur Chinois en RDC, monsieur Wang Tongqing, à clôture du colloque "enjeux de la coopération sino-africaine en RDC Kinshasa, le 6 octobre 2017.

A en croire le géopolitologue russe Andrew Korybko, les puissances occidentales utilisent la guerre de l'information et les ONG pour exacerber les lignes de discorde déjà existantes dans un pays ciblé, ou parfois en créant de nouvelles, puis utilisent ses partenaires régionaux pour acheminer les armes et le soutien matériel au mouvement antigouvernemental naissant, profitant de l'intérêt commun qu'ils ont à voir la réussite de cette initiative. « Qu'il s'agisse d'un ajustement du régime (concessions politiques), d'un changement de régime (changement de leadership) ou d'un redémarrage de régime (réforme politico-constitutionnelle totale), les États-Unis souhaitent un résultat qui leur permettra d'interférer avec les nouvelles routes de la soie construites partout dans le monde ».

C'est ainsi, souligne le géopolitologue russe, que se présente le triangle de déstabilisation: le Nigeria en Afrique de l'Ouest, l'Ethiopie dans sa moitié Est et la RDC en son sein sont tous susceptibles de subir d'importants troubles de type guerre hybride dans un proche avenir, le scénario le plus défavorable étant que ce triangle de déstabilisation crée un trou noir de chaos dans l'espace qui les sépare, empêchant ainsi l'intégration transcontinentale (d'un océan à l'autre) de la Route de la soie, reportant encore le « Rêve africain ». En tout état de cause, le seul point de rencontre entre le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest de l'Afrique est le Congo, qui est un enjeu géopolitique entre les puissances occidentales et les puissances émergentes.<sup>8</sup>

Dans ce contexte, la compétition entre les puissances occidentales et la Chine pour le contrôle de ses minerais stratégiques devient une question de vie ou de mort surtout que la Chine est manifestement en situation de monopole sur plusieurs d'entre eux antimoine, gallium, germanium, graphite, indium, magnésium, silicium, terres rares, tungstène. Ce monopole chinois sur les terres et le monopole de la RDC sur le cobalt donnent aux deux pays le pouvoir de peser sur la transition énergétique et la révolution numérique.

Cette position chinoise est mal vue par les puissances occidentales qui craignent en plus le renforcement des relations économiques de la Chine avec la RDC. Cette rivalité entre des puissances occidentales et les puissances émergentes sur le cobalt congolais rappelle la rivalité entre le monde occidental et l'Union

---

<sup>8</sup> PIETTRE A., *Les Grands problèmes de l'Economie Contemporaine, tome 1 où va le capitalisme*, Armand Colin, Paris, 2010, p. 69.

soviétique sur le contrôle du même cobalt. A l'époque de la Guerre Froide, la RDC et l'Union soviétique étaient les deux seuls grands pays producteurs du Cobalt. Cette rivalité entre les grandes puissances, la demande des minerais stratégiques et ventes d'armes engendre des guerres par procuration pour le contrôle de ses minerais<sup>9</sup>.

Dans la région, la RDC est attendue pour tenir bon sur les engagements climatiques, pour lutter contre l'insécurité, pour atteindre les objectifs du décollage économique de l'Afrique centrale et assurer la sécurité, sur un échiquier régional où elle ne compte plus beaucoup. Ne serait-ce que par le courage de ses armées, elle doit retrouver la perspective du progrès, récupérer son rôle régional.

## **V. RETABLIR LA PLACE DU CONGO SUR L'ECHIQUIER REGIONAL**

Le Congo est né comme un Etat frappé dans son être profond, portant des stigmates des divisions, des complots des Belges et de la convoitise des États-Unis de contrôler un espace aussi stratégique de par son positionnement, ses richesses du sol et du sous-sol. Il le serait encore de nos jours. D'où il fait rétablir sa place, sauver l'État congolais, restaurer sa vigueur économique, maintenir son unité nationale et combattre sans relâche la tendance au déclin. Rétablir sa place géopolitique dans le monde d'aujourd'hui, c'est éviter le tête-à-tête avec les puissances prédatrices. Parce que le fait majeur de ces dernières années a été la diplomatie de plus en plus conflictuelle envers la Belgique.

Une nouvelle intelligence stratégique permettra au Congo d'aménager la Belgique et de retrouver sa place au sein des nations influentes, et donc de reprendre son souffle. Kinshasa a toujours vu l'offensive diplomatique belge comme un moyen d'affaiblir son pouvoir pour espérer plus tard l'arrivée d'une nouvelle équipe plus accommodante à l'égard de la Belgique, et plus distante vis-à-vis de la Chine. L'enjeu pour le Congo est de rétablir la zone d'influence qui était celle du Zaïre du temps de la Guerre Froide, où il y avait autour du Congo un glacis d'États soumis. Une stratégie qui éviterait la guerre avec le Rwanda ou l'Ouganda, mais qui pérenniserait la domination congolaise.

---

<sup>9</sup> KAMENI B., *Minerais stratégiques : Enjeux africains*, Le Monde/Presse Universitaire de France, Paris, 2013, p. 77.

Le contexte régional et mondial actuel exige qu'il puisse y avoir des gouvernants qui ont une vision à long terme de leurs intérêts, peu de considération morale sur les moyens employés, guère de contrainte d'opinion. De plus, ils doivent disposer de tout leur temps pour atteindre leur objectif stratégique. Des gouvernants qui ne connaissent pas d'état d'âme, qui seront capables de vouer à la Belgique et à tous ces Etats qui ne jurent que par la partition du Congo une aversion héritée de la décolonisation. Se lancer dans une critique véhémement de l'indolence supposée des Belges envers le régime de Kinshasa n'est pas une ligne intelligente de politique étrangère. Servir les intérêts du Congo doit prévaloir au-delà de toute escalade verbale. La vraie politique étrangère doit être différente de la communication externe d'un Etat.

Les autres Etats, la Belgique y compris, s'accommodent pour dire que dès lors que la RDC restera faible, elle est vouée à être divisée. La Belgique ne répugne pas à employer tous les moyens, y compris les plus indicibles, pour semer le trouble au cœur même de la démocratie congolaise. Elle regarde le Congo comme un Etat sans gouvernance efficace.

Aujourd'hui, celui-ci doit s'employer à en faire un allié dans le concert des nations, tout en transformant la Belgique en une espèce de bouclier de la défense de ses intérêts sur la scène internationale. Car rétablir sa place et son importance géopolitique dans le monde actuel, ce serait traduire, dans le fait, la volonté de vivre dans l'indépendance et la dignité, sans prétention d'affecter les grands équilibres stratégiques.

L'essentiel, c'est l'environnement psychologique que cette nouvelle volonté de puissance de la RDC crée, lequel exige ou oblige à son tour le respect des autres Etats à son égard. La participation aux relations internationales de la plupart des Etats pauvres a une fonction mystificatrice. Les pressions belges et occidentales ne doivent plus servir d'excuses aux difficultés du gouvernement congolais à mieux gouverner ce pays. Seule une volonté de gouverner sur fond de l'ambition internationale serait une arme de destruction massive de la faiblesse et du reclassement stratégique du Congo.

Il faut envisager la reconstruction à long terme et créer des conditions optimales au développement et au redressement du leadership régional de ce grand pays au cœur de l'Afrique.

En définitive, l'Etat congolais doit développer les aptitudes des Etats puissants, capables, visionnaires et soucieux d'influencer à la fois la vie internationale et régionale. Pour qu'il redevienne un des « grands » de la région et d'Afrique, et d'abord sur le plan diplomatique et militaire, il faudrait qu'il sache se doter au préalable d'une économie moderne et compétitive, libérée de sa dépendance excessive des aides extérieures et des exportations de ses minerais.

## **VI. RD CONGO FACE AU DEFI GLOBAL DE L'AVENIR ET DE LA PUISSANCE**

Aujourd'hui comme hier, la nation congolaise dans les relations internationales ne réussit pas à participer aux jeux des rivalités des puissances ou à celui des rapports des forces. Et pourtant, dans les « dernières années du siècle », Raymond Aron écrivait que les desseins et la conduite des Etats dépendent dans leurs relations internationales, en quelque mesure, du rapport de force. Le Congo de la résilience doit être cette nation qui n'oublie pas, dans son évolution géopolitique et son insertion dans le système global, les variables diplomatico-stratégiques. La prise en compte de ses variables permettra à la RDC de relever le défi de l'avenir global et de la puissance, en devenant un Etat qui mobilise à la perfection, les facteurs qui facilitent la résilience et le progrès.

Or, jusqu'à preuve du contraire, le Congo Démocratique ne dispose pas encore d'une politique d'insertion voulue et réussie à la mondialisation de l'interdépendance économique et non de l'interdépendance institutionnelle de coopération avec les institutions internationales universelles et régionales de coopération<sup>10</sup>.

Pour tirer profit de la mondialisation, la RDC devra disposer d'une identité économique, par la création d'un marché intérieur. C'est la voie de l'intelligence et de l'efficacité. L'identité économique est généralement portée par les entreprises, la géoéconomie qui accompagne la mondialisation aujourd'hui a pour doctrine, le patriotisme économique.

---

<sup>10</sup> BIYOYA M. P., *Géopolitique des ressources d'intégration économique, de la paix et de la stabilité régionale*, IPRIS, Kinshasa, 2011, pp. 1-5.



## VII. NOUVELLES FONCTIONS DE LA VOCATION DE PUISSANCE DU CONGO

Donner une fonction géopolitique à la politique économique du Congo, c'est travailler pour développer la culture d'entreprises en recourant à la loi géopolitique de l'expansion. Les entreprises publiques ou privées congolaises doivent être à la fois performantes et compétitives ; il ne suffit pas de les transformer en simples entreprises commerciales dépourvues d'ambition et de projets d'expansion.

S'insérer dans la dynamique de la mondialisation nécessite une certaine reconfiguration de l'Etat là où les contraintes externes entravent son affirmation et sa prétention à la puissance. Ce n'est pas en ayant exclusivement des programmes avec les institutions financières internationales que le Congo parviendra à relever les défis de sa participation dans la gouvernance mondiale. Demeurer dans cette optique, c'est avoir une connaissance limitée de ce qu'est la mondialisation. Car en aucun cas et d'aucune manière la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International pourraient devenir des voies de meilleure circulation de la vocation et de l'ambition congolaises de progrès et de développement économique.

C'est pourquoi, la stratégie congolaise de croissance économique doit veiller à ne pas faire dépendre son ambition régionale de rapports que le Congo entretient avec ces puissantes forces du capitalisme du désastre, ou encore limiter son destin de paix à sa géographie. Les organisations internationales restent un lieu d'exercice d'influence et non de développement.

Dans le fond, les relations de la nation congolaise avec ces structures financières mondiales ne pourront pas aboutir au développement, car le FMI et la Banque Mondiale restent les principaux obstacles à la compétitivité des économies africaines. En réalité, ces structures poussent les Etats africains vers un recyclage « du Pacte colonial ». Elles travaillent pour maintenir les Etats faibles sous la dépendance des Etats puissants qu'elles ne veulent pas voir accéder au rang des grands. Biyoya Mokutu pense que le Congo devra s'armer d'ambition régionale et internationale, laquelle du reste devra guider et accompagner toute notre volonté de paix, de stabilité régionale post-conflit. Il nous faut gérer les ressources minières nationales et transnationales dans cette perspective d'une nouvelle économie congolaise d'exportation et du développement régional<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> *Ibidem*.

La régionalisation de la stratégie congolaise de développement national viserait à créer des synergies entre les marchés régionaux, à travers la construction des complémentarités industrielles et des interdépendances commerciales. L'exploitation du gaz méthane du lac Kivu et de celui Albert ne participe pas à cette idéologie de communautarisation des identités économiques nationales et du destin en termes d'avenir régional commun.

La Révolution de la modernité doit servir la concrétisation de ce devoir de construction de l'identité économique congolaise, véhicule de son ambition ou vocation économique nationale, régionale et internationale. Il y a un prix à payer et un important investissement à consentir en termes d'intelligence économique.<sup>12</sup> La République Démocratique du Congo de demain sera-t-elle un Etat ou un espace économique désouverainisé, un marché régional de l'économie mondiale ? Sinon, alors, une République Démocratique du Congo différente de la République du Zaïre et aussi de la RDC sous Kabila ? Serait-elle un horizon imaginable ? Cette interrogation qui hante plus d'un esprit constitue désormais un champ de réflexions fertiles. Philémon Mukendi invite à réinventer l'espoir là où Kâ Mana estime qu'il nous faut inventer la République Démocratique du Congo.

Une République Démocratique du Congo affranchie du formatage néo-colonial et néolibéral faute de moyens de s'en approprier à l'instar du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire d'Houphouët Boigny. Arnaud Zacharie et Bob Kabamba établissent l'équation de la reconstruction : « reconstruire un Etat au bord de la faillite dans un nouveau monde multipolaire. Choisir entre le destin d'un espace minier contrôlé par le capital étranger et le destin d'une puissance régionale limitée constituerait le nouveau dilemme congolais qui structure aujourd'hui les voies d'un avenir incertain ».<sup>13</sup>

Cette question de savoir quelle politique pour quel Etat avait déjà été soulevée en son temps par Patrice-Émery Lumumba en termes de menaces qui pesaient à l'orée de l'accession à l'indépendance nationale sur l'avenir politique du Congo. Que devient la RDC dans un monde global de nouvelles puissances mondiales émergentes et envieuses de ses ressources naturelles ? Le Congo RD peut-il s'inscrire dans le courant actuel de nations émergentes comme l'Inde et la

---

<sup>12</sup> *Ibidem.*

<sup>13</sup> *Ibidem.*

Chine qui capitalisent leur passé dans les conquêtes de leur avenir ? L'utopie congolaise serait-elle un château de cartes ou de feuilles?

Ces questions de fond que soulevait en son temps le géopolitologue Philippe Biyoya, résument les défis et les enjeux d'un Congo qui paie les frais de la mondialisation suite à l'absence dans son âme d'une intelligence économique et de l'appropriation des préceptes géopolitiques qui poussent souvent un Etat à donner une dimension de puissance à ses orientations économiques. La politique économique du Congo ne tient pas compte de la géographie de ce pays ainsi que de sa vocation géopolitique.

### **VIII. OUVERTURE GEOPOLITIQUE DE LA RDCONGO AU MONDE**

Ouvrir le Congo au monde, c'est construire une république intelligente et ambitieuse. Le manque de vision et d'intelligence dans la définition et la conception de la politique étrangère congolaise en était à la base. Si depuis tout ce temps, les visées de la Belgique avaient été des épines sur les prétentions diplomatiques de la RDC. Il règne dans ce pays, un énorme besoin d'intelligence.

Il s'agit, comme le souligne souvent Achille Mbembe,<sup>14</sup> d'une intelligence sociale, celle qui permet de calculer les risques, mais également de prendre la mesure des potentialités inscrites dans le présent. L'ouverture du Congo sur lui-même est sans doute la condition sine qua non de son avènement comme puissance régionale. C'est avec l'intelligence économique que le Congo parviendra à relever les quatre grands défis qui s'imposent sur son destin : un investissement porteur, un emploi productif, un enseignement utile et des conditions d'une vie digne pour tous et ce, dans un cadre de la gouvernance démocratique et de respect des droits de l'Homme.

Pour cela, le Congo doit se positionner par rapport à l'évolution de la géopolitique et de l'économie mondiale, car ces facteurs, dans le contexte généralisé de la mondialisation, détermineront fortement ses possibilités et ses opportunités. La stratégie doit nécessairement résulter d'une alchimie particulière, où l'identité, l'histoire, la culture et la lucidité contribuent à façonner une posture intelligible et singulière pour l'avenir.

---

<sup>14</sup> MBEMBA A., *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine* Karthala, Paris, 2000, p. 33.

Le vrai défi qui est lancé aujourd'hui aux Congolais, dans ce jeu qui s'ouvre de plus en plus et qui s'accélère, est d'affirmer, quelque part, le leadership du Congo sur l'échiquier régional.

François Perroux faisait des distinctions assez précises entre croissance et développement. Les gouvernants d'un Etat malade ne peuvent pas se fier aux statistiques des autres ou des institutions financières internationales pour savoir ce que sera la croissance de leur pays dans dix ans. Mais, pour un pays comme le Congo, la croissance sera ce que les décideurs politiques seront en mesure de faire.

Car, le problème pour ce pays est de relever ce qu'on appelle la croissance potentielle et la croissance effective, donc les sentiers de croissance. Cela passe par des réformes de structures. Ce ne sont pas des politiques keynésiennes à court terme qui sont compétentes pour ça, ce sont des politiques structurelles de compétitivité de l'offre, des politiques de recherche et de développement, d'innovation, de formation, etc.

Voilà ce que doit être l'objectif dans ce pays : relever la croissance potentielle et faire en sorte de relever simultanément la croissance effective. Mais les pathologies qui minent la survie de l'Etat congolais l'empêchent d'être un acteur véritable face aux nouveaux enjeux globaux. C'est un problème politique avec des conséquences évidentes. Quels sont les axes qu'on va chercher à développer pour permettre à la nation congolaise de conforter ou plutôt de développer une gouvernance qui assure et rassure ?

Car, les critères d'attraction de l'épargne mondiale introduisent automatiquement des contraintes dans la politique économique. La finance mondialisée exige des pays que, pour assurer le rendement des capitaux investis, ils adoptent les critères d'une « économie saine », c'est-à-dire qu'ils appliquent les principes de l'économie de marché et qu'ils évitent les déséquilibres internes, monétaires et budgétaires. En d'autres termes, la mondialisation de la finance conduit inexorablement à un modèle uniforme de gestion des affaires économiques par les Etats et par les entreprises.

Ce modèle dérive tout naturellement de l'idéologie libérale de l'économie de marché, caractéristique du nouveau cadre géopolitique. La mondialisation des finances et la libéralisation généralisée des mouvements de capitaux à court terme

introduisent des éléments nouveaux d'instabilité, en particulier dans les pays en voie de développement.

Il est clair que ce changement de cadre géopolitique mondial, observé lors de ces dix dernières années, conditionne, et va conditionner encore le développement de tous les pays du monde, et en particulier de ceux qui ne disposent pas encore des infrastructures et des structures productives qui rendent aujourd'hui possible le bon fonctionnement des systèmes économiques et politiques dans les pays industriels avancés. Comment le Congo se positionne-t-il face à toutes ces évolutions économiques et géopolitiques du monde ? Le Congo est encore confronté en permanence à des conflits politiques internes qui rendent ardu le fonctionnement des institutions et des mécanismes de l'économie de marché. Il continue à demeurer plus une nation à problèmes qu'une zone d'opportunités.

Il n'émerge pas dans le chef de l'élite politique de ce pays la conscience de transformer ces problèmes en opportunités. Un État qui néglige le savoir ne saura pas tirer profit au maximum des opportunités qui s'offrent à lui. Il reste un Etat du type néocolonial, sans souveraineté, sans indépendance, sans une période où il devait devenir un acteur digne. Un État phagocyté. Qui ne sait ce que veut dire être Etat à l'ère de la gouvernance mondiale.

Tant que le Congo ne comprendra pas que sur la scène internationale, il n'y a pas de place pour l'amusement ; qu'il n'y a pas d'amis, mais seulement des intérêts, et que ce sont l'intelligence et le savoir-faire qui prévalent et permettent de sauver un plan de sortie de l'inertie, il restera toujours en marge de la mondialisation et continuera de subir les conséquences de celle-ci.

Les institutions de Bretton Woods, tout comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), aujourd'hui, sont des bureaux qui produisent l'intelligence économique. Il faut savoir capter cela. Il appartient au Congo d'être lui-même dans la dynamique de la mondialisation, de savoir comment réduire la pauvreté. Attendre que la Banque Mondiale vienne le faire à la place de l'Etat congolais, c'est l'expression de la faillite de nos institutions et de la paresse de nos gouvernants.

La République Démocratique du Congo a besoin aujourd'hui d'une machine gouvernementale capable de recréer le climat de confiance générale et globale de chacun des Congolais en lui-même, de tous les Congolais aux institutions et aux

dirigeants ; une équipe qui s'émancipe de la tutelle des parrains idéologiques et financiers externes mais qui, forte de sa compétitivité, engage dignement le Congo dans le concert des nations et dans des partenariats avantageux avec les puissances du monde ; une équipe qui positionne mieux la République Démocratique du Congo dans le système institutionnel mondial de coopération internationale et régionale<sup>15</sup>.

Gouverner la République Démocratique du Congo aujourd'hui devrait consister à répondre aux questions de savoir : comment introduire l'espace République Démocratique du Congo dans la civilisation démocratique du monde global ? Comment obtenir le positionnement de la République Démocratique du Congo dans le présent du monde contemporain et engager son avenir dans le devenir de l'espèce humaine ?

La République Démocratique du Congo a le devoir d'aborder sa nouvelle marche de l'histoire pour les cinquante prochaines années, avec le devoir de se constituer des atouts psychologiques de volonté d'indépendance nationale, en se donnant des capacités à utiliser celle-ci comme un atout dans la compétition des nations<sup>16</sup>.

## **IX. REPERES DU CRI DE L'EVEIL POLITIQUE ET ECONOMIQUE**

Etre une puissance économique qui s'ignore, c'est une posture qui ne convient plus pour la nation congolaise à cette ère où tous les Etats, petits ou grands, sont à la quête de la vraie puissance économique et de toutes les recettes qui conduisent à l'émergence économique. Il est temps que les gouvernants congolais sortent des chemins sclérosants, paralysants et improductifs, pour mettre le pays dans le rang des Etats compétitifs, respectés et respectables.

Il s'agit d'initier une politique plus ambitieuse et de définir les conditions de l'éveil économique national. Cette problématique des repères pour l'éveil économique soulève la question de savoir si, en matière d'économie, la RDC en possède réellement une aujourd'hui. Existe-t-il un système économique, ou mieux,

---

<sup>15</sup> KANKWENDA M. J., *Dynamiques des conflits et crises de développement en Afrique centrale*, Dubois, Paris, 2004, p. 55.

<sup>16</sup> BIYOYA M. P., « Une politicologie du futur de la République démocratique du Congo-la refondation de l'Etat », IPRIS, Kinshasa, 2010, pp. 2-9.

une politique économique, voire une vision économique globale qui soit articulée avec la politique, le social et le culturel congolais ?

Dans ce pays où les politiques d'indépendance économique nationales du début de la Deuxième République ont sombré dans leur phase de zairianisation et ont laissé libre cours aux programmes de coopération avec le Fonds Monétaire International, avec comme conséquences la débrouille nationale, les réalités économiques mondiales n'appellent-elles pas à la refondation économique dans un pays de refondation politique, si on a le sens des mots et de l'histoire ?

A ces repères du patriotisme économique comme : la nation, notre patrimoine commun, le travail et son développement dans un court délai, notre obligation... retrouver la place de la RDC, place de géant économique et politique dans le concert des nations, reste un horizon qui a toujours fait défaut dans le style de gestion républicaine de cette nation.

Dans son ouvrage « La nouvelle richesse des nations », Guy Sorman démontre, particulièrement dans la troisième partie et plus précisément aux chapitres 14 et 15 intitulés : « Le bon Etat » et « Tous élus », la nécessité de donner de nouveaux repères à l'éveil économique, à certaines expériences des économies émergentes dont celle de Taïwan par exemple. Aussi, se référant au livre de W. Chan Kim et Renée Mamborgne, intitulé : « Stratégies Océan Bleu », comment créer de nouveaux espaces stratégiques, l'insertion de l'économie congolaise dans l'économie passent par une stratégie d'entreprises plutôt que par celle des ressources minières, géoéconomie obligeant.

La troisième partie du livre de Guy Sorman, « Devenir riche en vingt-cinq ans », aborde la problématique centrale de l'éveil politique et économique de la nation congolaise, qui concerne à la fois une stratégie nationale de mondialisation économique et une intelligence économique pour les voies d'insertion dans cette mondialisation. Il s'agira, pour la RDC, de sortir de la mondialisation subie pour une mondialisation voulue et revendiquée.

Le pays a besoin des repères pour donner un nouveau contenu à sa politique économique, c'est-à-dire l'économie d'un pays aux ressources immenses mais victime des convoitises étrangères sans réactions ni contre-réactions conséquentes et sans calcul d'opportunités. Lumumba avait osé espérer que dans les cinq ans qui suivraient la proclamation de l'indépendance, le Congo serait devenu un pays

fortement développé parce que tous allaient se mettre au travail. Mobiliser toute la jeunesse, toutes les femmes et toutes les énergies, tout le monde au travail pour booster le progrès, tel était le défi de la post-colonie.

Les enjeux actuels de la mondialisation ne sonnent-ils pas le lever du jour d'épreuves avec le destin ? De nouvelles opportunités se présentaient au rendez-vous de l'histoire, mais qui en seraient à la fois les témoins et les partenaires ? Cette question constitue également un aspect important de l'éveil économique national. Matata Ponyo ne déclarait-il pas que les défis auxquels notre pays fait face aujourd'hui sont réels, sérieux et multiples ?

Brezinski suggère que l'« éveil politique mondial » représente l'un des développements géopolitiques les plus dramatiques et significatifs, et qu'il « apparaît sous des formes radicalement différentes, de l'Irak à l'Indonésie, de la Bolivie au Tibet ».

Comme l'explique cet économiste, « bien que les Etats-Unis aient mis l'accent sur leur notion des désirs des peuples (la démocratie et la richesse créée par le libre-échange et les marchés libres), Brzezinski pointe dans une autre direction : il s'agit de dignité ». En outre, il fait valoir que « l'aspiration mondiale à la dignité humaine est le défi central inhérent au phénomène de l'« éveil politique mondial ».<sup>17</sup>

En 2005, il avait écrit un essai pour *The American Interest* intitulé : « The Dilemma of the Last Sovereign » (Le dilemme du dernier souverain), dans lequel il explique le paysage géopolitique dans lequel se trouvent les Etats-Unis et le reste du monde. Il souligne que « pour la plupart des Etats, la souveraineté frôle la fiction légale » et il critique les objectifs de la politique étrangère et la rhétorique de l'administration Bush.

Il a été un critique féroce de la « guerre au terrorisme » et de la rhétorique inhérente à celle-ci, à savoir : diabolisation de l'Islam et des musulmans, lesquels constituent la religion et l'une des populations ayant la plus forte croissance au monde. M. Brzezinski craint l'ensemble des conséquences négatives que cela pourrait avoir sur la politique étrangère étasunienne et sur les objectifs et les aspirations du pouvoir mondial.

---

<sup>17</sup> AFP, "A new brain for Barak Obama", dans *The Economist*, March 14, 2007.



Si nous voulons que la souveraineté du Congo ne puisse pas frôler la fiction, il faut agir et affronter, comme un Etat capable, la nouvelle réalité mondiale ; il faut permettre aux Congolais de vivre un éveil politique d'une ampleur et d'une intensité sans précédent, entraînant la transformation des politiques erratiques en politiques de pouvoir. La nécessité de réagir face aux affres de la mondialisation, de redéfinir son rôle régional à cette ère de la gouvernance globale, doit rester son cheval de bataille.

Bien que son ampleur soit unique actuellement, cet « éveil politique mondial », écrit Brzezinski, provient des idées et des actions de la Révolution française, laquelle était au cœur de la « transformation de la politique moderne par l'émergence d'une conscience nationale socialement puissante.

Au bout du compte, en dépit des résultats des éveils précédents, cela signifie que c'est la population qui est au cœur du concept d'« éveil politique ». Le peuple y assume une conscience politique et sociale et prend part subséquemment à une importante action politique et sociale visant à provoquer un virage et un changement majeurs ou une révolution dans les domaines politique, social et économique. Par conséquent, aucune transformation sociale ne présente un défi aussi grand et direct aux structures de pouvoir centralisées et établies, qu'elles soient de nature politique, sociale ou économique.

## **X. CONVOITISES ETRANGERES, UN ALIBI DES FAIBLES OU L'ENERGIE DES FORTS ?**

Aujourd'hui, les Congolais n'ont plus raison de dire que ce sont les convoitises des autres sur les ressources naturelles de leur pays qui seraient à la base de tous les déboires économiques et politiques du pays. Pendant que plusieurs pays dotés des mêmes ressources que le Congo ont eu le courage d'entreprendre des réformes et de progresser malgré le contexte de la convoitise, le Congolais, lui, ne cherche que des boucs émissaires pour justifier ses déboires multisectoriels.

L'expérience brésilienne montre que l'absence de crise réduit d'autant plus les réformes, car on pense que tout va bien. Alors, si on ne réforme ni pendant que tout va bien, ni pendant la crise, on réforme quand ? Les gouvernants congolais ne peuvent pas agir quand on est confronté à une crise, c'est se condamner soi-même.

Il faut apprendre comment exploiter au fond notre potentiel, anticiper les crises et s'en servir comme moteur de la modernité. C'est anormal que l'élite dirigeante se serve de la convoitise des autres comme prétexte pour justifier son inaction ; elle aurait dû au contraire s'appuyer sur cette immense secousse pour lutter contre la corruption, la concussion, l'ingérence étrangère et transformer le Congo en un vaste chantier pour jeter les bases de l'essor économique et politique de ce pays à l'ère de la mondialisation.

La croissance de la production, cependant, est la seule mesure opérationnelle de la richesse et du niveau de vie disponible, permettant de comparer les performances des différents pays. Le monde est emporté par la plus forte vague de croissance économique de l'histoire, créatrice à la fois de richesses inconnues et d'inégalités extrêmes, de progrès et de gaspillages, à un rythme inédit. Pour cela, elle doit réapprendre à envisager son avenir avec confiance, sécuriser pour protéger, préférer le risque à la rente, libérer l'initiative, la concurrence et l'innovation.

Elle doit changer de vitesse car un pays trop lent se désintègre : il ne peut plus financer les solidarités nécessaires à toute société. Un pays trop lent s'appauvrit : ses concurrents lui ravissent l'une puis l'autre de ses parts de marché, c'est-à-dire ses opportunités de richesse. Un pays trop lent perd confiance en l'avenir puisqu'il ne se donne plus les moyens de le préparer.

Un pays trop lent se désole et recule : il vit sous l'emprise de la peur, il voit partout des menaces où les autres voient des chances. Le monde avance, la RDC doit croître. Cette croissance exige l'engagement de tous, et celui de l'État : il n'a presque plus les moyens d'agir sur la croissance, bien qu'il reste encore un grand rôle au Politique<sup>18</sup>.

Les Congolais doivent en particulier savoir que l'avenir de l'emploi n'est plus dans la Fonction Publique, et que celui des entreprises n'est plus dans les subventions : de très nombreux pouvoirs ont été transférés au marché, aux entités territoriales, à des autorités indépendantes. De plus, le budget des collectivités publiques est contraint par ses faiblesses. L'essentiel de l'action est entre les mains des Congolais, qui devront vouloir le changement et partager une envie d'avenir,

---

<sup>18</sup> AZIZI J. et al., *Richesses de la nature et pauvreté des nations. Essai sur la malédiction de la rente minière et pétrolière en Afrique*, Presses des Mines, collection Economie et gestion, Paris, 2016.

d'apprendre davantage, de s'adapter, de travailler plus et mieux, de créer, de partager, d'oser.

L'État garde cependant encore une certaine capacité à changer le pays, en commençant par se changer lui-même. Dans *Indignez-vous*, Stéphane Hessel déclare qu'il est plus facile de se battre contre la colonisation ou l'apartheid, mais pas contre la mondialisation financière. Nous ne sommes pas Emile Zola, mais nous accusons, nous aussi. Nous accusons l'incapacité de l'élite dirigeante qui peine à mettre le Congo à l'abri face à la puissance écrasante de la mondialisation. Une élite inculte qui malmène le bon sens et la logique. Elle ose à tout moment décrier les ingérences étrangères et en faire le lit de nos malheurs, de cette pauvreté déshumanisante.

## **XI. EVITER L'IMPUISSANCE ET LA VASSALISATION DE L'ETAT CONGOLAIS**

La volonté de puissance y est souvent associée à la dictature, au totalitarisme, rarement à un régime démocratique et républicain. La « puissance », elle-même ne revient-elle d'ailleurs pas plus souvent dans la bouche des partisans d'un Congo fort que dans les discours des Congolais nostalgiques du temps du Maréchal Mobutu ?

Une certaine prévention spontanée contre le culte de la puissance est un atout si elle nous préserve de la dérive dictatoriale qui a, par exemple, contaminé d'autres Etats de la sous-région comme le Rwanda et l'Ouganda ; mais elle est un handicap si elle conduit le Congo à choisir la voie d'un Congo impuissant et soumis.

En effet, une nation a toujours raison d'inciter les autres nations à rechercher la puissance, mais elle a toujours tort de rester faible au milieu d'un concert d'Etats nationalistes qui se fichent bien de la coopération et du bon voisinage. Or, nous sommes précisément aujourd'hui dans un Congo faible, au milieu de nations engagées dans des stratégies de puissance et exclusivement concernées par leur intérêt propre : le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie, l'Angola et l'Afrique du Sud.

Démocratie ou pas, une puissance despotique ne respecte rien d'autre que ses intérêts. Le défi géopolitique de la RDC du XXI<sup>e</sup> est donc clair. Face aux stratégies de la Belgique et de ses parrains anglo-saxons, et face à la menace du Rwanda de Paul Kagamé, la RDC a deux options. Elle peut redevenir le leader de la sous-région des Grands-Lacs c'est-à-dire Congo, capable, puissant et renonçant à exister sur l'échiquier régional, qui ne sous-traiterait pas sa défense aux casques

bleus de la MONUSCO et ne serait pas entièrement dépendant de la Belgique, de la France et des Etats-Unis en matière de sécurité et de politique étrangère.

L'autre option consiste à éviter la vassalisation d'un Congo sous protectorat belge, en favorisant la renaissance d'une véritable puissance congolaise au cœur des enjeux géopolitiques d'Afrique centrale, dotée de moyens institutionnels, économiques et militaires suffisants pour défendre à la fois son territoire et sa conception des relations internationales. Telle est l'option d'un Congo « puissant ».

Un Congo « puissant » ne surgira pas par miracle de seules déclarations d'intention réitérées sur la mise en œuvre d'une nouvelle vision de politique étrangère congolaise. À la fois parce que les bonnes intentions ne suffisent pas, et et surtout parce que la dimension militaire et stratégique de la puissance qui est indissociable de ses dimensions politique et économique ne suit pas le rythme des déclarations.

Bien avant de restructurer son armée, le Congo « puissant » a besoin de la volonté et de l'unité politique qui le constituent en acteur capable de parler d'une voix forte sur la scène à la fois régionale et internationale. Il lui faut ensuite se doter de moyens économiques et financiers à la hauteur de ses ambitions géopolitiques et des stratégies économiques agressives des puissances prédatrices.

La seule difficulté ici est de décrocher les gouvernants congolais de leur amarrage à la politique étrangère de leurs oncles belges. Mais, c'est la seule voie possible pour les gouvernants congolais et, à terme, raisonnable pour eux. Il revient aux gouvernants congolais le devoir de rejeter les diktats belges s'ils veulent donner à la RDC les moyens économiques et politiques de la puissance.

La vocation géopolitique du Congo sur l'échiquier régional ne se réduit pas en effet à une question d'armée et de diplomatie. Elle passe aussi par sa capacité à mener des politiques de modernité économique durable et d'innovation à la hauteur des stratégies actives et des moyens investis par les autres puissances. La RDC doit à présent élaborer une vision géostratégique de son rôle régional.

L'émergence de ce que Kabasu Babu Katulondi<sup>19</sup> appelle le New Congo ou le Congo splendide, procède d'une reconstruction réinventrice basée sur la vision d'un « Etat développemental » ayant des fonctions et des performances nouvelles « inscrites dans sa destinée républicaine », répondant aux besoins tangibles du peuple et de sa société. Le défi quintessentiel de la reconstruction n'est et de construire de nouvelles routes et de nouveaux bâtiments, mais de procéder à une recomposition sociétale partant de la superstructure (la strate spirito-intellectuelle selon l'auteur) qui, une fois transsubstantiée, produira la démocratie et le développement « auto-soutenable dans la durée ». Le Congo doit opérer une révolution mentale pour déboucher sur le bannissement du nivellement vers le bas et les cabales continues.

Il y a lieu de jeter les jalons de la conversion du Congo en puissance économique dans le contexte de la mondialisation. Cette nécessité révèle que la reconstruction du Congo, comme puissance économique au cœur de l'Afrique, porte un enjeu mondial dont nous devons nous rendre compte.

Au lieu d'être attentistes, espérant que les investisseurs viendront en écoutant nos lamentations et notre diabolisation mutuelle, nous devons plutôt chercher un consensus sur des ambitions économiques vitales, enclencher une dynamique diplomatique agressive pour présenter les réalisations actuelles et les possibilités de production qu'offre le Congo, aller vers les producteurs internationaux, maîtriser les technologies et produire des richesses additives. La mondialisation ne présente pas que des périls : elle présente aussi d'énormes possibilités sur lesquelles nous devons anticiper afin de créer des richesses additives.<sup>20</sup>

## CONCLUSION

À l'heure actuelle, à l'instar de ce qui s'est produit antérieurement, la République Démocratique du Congo éprouve des difficultés à exercer une influence notable dans les compétitions entre États et dans la dynamique des rapports de force internationaux.

---

<sup>19</sup> KABASU B. K, *Joseph Kabila et la reconstruction réinventrice du Congo : défis et perspectives*, L'Harmattan, Paris, 2010.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 22.

À cet égard, Raymond Aron insistait sur le fait que les intentions et les comportements des États dans les relations internationales sont, dans une large mesure, conditionnés par l'équilibre des puissances. Cette analyse souligne l'impératif, pour tout État aspirant à exercer une influence significative à l'échelle internationale, d'appréhender et de contrôler ces variables stratégiques. La République Démocratique du Congo, faisant preuve de résilience, doit se positionner comme un État capable d'intégrer ces paramètres diplomatiques et stratégiques dans son processus d'évolution géopolitique et son insertion au sein du système international.

Une telle approche lui conférerait la capacité de répondre au défi de la puissance et de l'avenir global, en se transformant en un État apte à mobiliser de façon optimale les facteurs contribuant à la résilience, à la compétitivité et au progrès durable.

Néanmoins, à l'heure actuelle, la République démocratique du Congo ne s'est pas encore dotée d'une politique explicite et efficiente favorisant son intégration dans la mondialisation économique, ni d'une propension à l'interdépendance institutionnelle basée sur une collaboration avec les organisations internationales, qu'elles soient universelles ou régionales.

Afin de bénéficier pleinement des avantages de la mondialisation, la République Démocratique du Congo doit impérativement développer une identité économique robuste, assise sur la création et la consolidation d'un marché intérieur dynamique. Cette stratégie représente une approche judicieuse et rationnelle à l'échelle nationale.

L'identité économique d'un État est fondamentalement liée à ses entreprises et à sa capacité de maîtriser sa propre production.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, cette approche se manifeste par un patriotisme qui a pour objectif de préserver et de promouvoir les intérêts nationaux, tout en participant activement aux échanges internationaux. Pour la République Démocratique du Congo, l'application d'une telle stratégie représente non seulement une condition nécessaire à sa capacité de résilience, mais aussi un facteur déterminant pour sa souveraineté et son potentiel de puissance future.

---

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AFP, "A new brain for Barak Obama", dans *The Economist*, March 14, 2007.
- AZIZI J. et al., *Richesses de la nature et pauvreté des nations. Essai sur la malédiction de la rente minière et pétrolière en Afrique*, Presses des Mines, collection Economie et gestion, Paris, 2016.
- BIYOYA M. P., « Une politicologie du futur de la République démocratique du Congo-la refondation de l'Etat », IPRIS, Kinshasa, 2010.
- BIYOYA M. P., *Géopolitique des ressources d'intégration économique, de la paix et de la stabilité régionale*, IPRIS, Kinshasa, 2011.
- BONIFACE P., *Géopolitique illustrée. Les relations internationales depuis 1945*, éd. Eyrolles, Paris, 2022.
- BONIFACE P., *La géopolitique, 50 fiches pour comprendre l'actualité*, éd Eyrolles, Paris, 2024.
- BONIFACE P., *Le grand livre de la géopolitique. Les relations internationales depuis 1945*, éd. Eyrolles, Paris, 2015.
- De SENARCLENS P., *Mondialisation, Souveraineté et Théories des relations internationales*, Armand Colin, Paris, 1998.
- KABASU B. K., *Joseph Kabila et la reconstruction réinventrice du Congo : défis et perspectives*, L'Harmattan, Paris, 2010.
- KAMENI B., *Minerais stratégiques : Enjeux africains*, Le Monde/Presse Universitaire de France, Paris, 2013.
- KANKWENDA M. J., *Dynamiques des conflits et crises de développement en Afrique centrale*, Duboiris, Paris, 2004.
- KASONGO N. K., *L'Afrique se recolonise. Une relecture du demi-siècle de l'indépendance du Congo-Kinshasa*, L'Harmattan, Paris, 2008.
- KENNETH N.W., *Theory of international Politics*, Addison-Wesley, Reading, 1979.
- MAYER P., *Le monde rompu*, Fayard, Paris, 1976.
- MBEMBA A., *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine* Karthala, Paris, 2000.
- PEAN P., *Carnages: Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Fayard, Paris, 2010.
- PIETTRE A., *Les Grands problèmes de l'Economie Contemporaine*, Armand Colin, Paris, 2010.

- 
- RAMAZANI S.E., *Institutions politiques de la troisième république. Une sclérose en République Démocratique du Congo*, L'Harmattan, Paris, 2025.
  - TONGQING W., « Enjeux de la coopération sino-africaine en RDC Kinshasa », le 6 octobre 2017.
  - WILLAME J.C., Zaire. *L'épopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle*, L'Harmattan, Paris, 1986.